

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

AOUT 2006

FINANCES

Les ratios financiers des communes

La nouvelle M I4 a conservé, dans les annexes aux documents budgétaires, la production de ratios tels qu'ils avaient notamment été instaurés par la loi relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR) en 1992. Ces ratios sont obligatoires selon les seuils de population : toutes les communes publient leur potentiel fiscal ; les communes de 3 500 à 9 999 habitants produisent en plus 6 ratios de niveau (rapport entre des agrégats et le nombre d'habitants) ; au delà de 10 000 habitants, 5 ratios de structure sont également calculés.

Revue Française de Comptabilité - 01/08/2006

FISCALITE LOCALE

FCTVA / TVA

COMPTABILITE

CONSOLIDATION

Agrégation des comptes villes-communauté : quels enjeux ?

Rapport de l'Association des communautés urbaines de France et du Groupe Caisse d'épargne
La Gazette des Communes - 07/08/2006

INFORMATIQUE / TIC

Les règles applicables aux blogs politiques

Régime des sites web : Rapide et facilité d'utilisation, la tenue d'un blog par un élu est néanmoins soumise aux mêmes règles que celles applicables aux créateurs de sitesweb. Le régime juridique applicable aux blogs varié en période électorale.

La Gazette des Communes - 07/08/2006

RESSOURCES HUMAINES

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Fusion d'EPCI : quelles conséquences sur le statut ?

Réponse à la question n° 84155, JOAN du 16 mai 2006, p. 5159.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/08/2006

METP / PPP

Recours au contrat de partenariat par les collectivités territoriales en matière de réseaux de télécommunications

Réponse ministérielle du 10 août 2006 : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie. Q. n°23287
JO Sénat du 25/05/2006 - R. Sénat du 10/08/2006
Le Moniteur - 25/08/2006

SEM

ASSOCIATIONS

DELEGATIONS

Desserte de la Corse : SNCM, CMN et Corsica Ferries bord à bord

Les candidats remettent aujourd'hui leurs offres pour la desserte subventionnée de la Corse depuis Marseille. Corsica Ferries entre dans la bagarre alors que la SNCM et son allié historique CMN ont rompu.
Les Echos - 04/08/2006

Gaz de France : comptes consolidés 2005

Le Groupe Gaz de France (GDF) était une société nationale jusqu'au 8 juillet 2005, " date à laquelle 20 % du capital, propriété de l'Etat français, ont été mis en bourse.
Revue Française de Comptabilité - 01/08/2006

Premier contrat en France pour Envac

L'Espagne est le marché le plus porteur depuis l'installation de points de collecte dans le village olympique de Barcelone en 1992.
Le Moniteur - 04/08/2006

Veolia Environnement relève son objectif de croissance pour 2006

Le groupe de services aux collectivités a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 13,7 % au premier semestre, tiré par les prix de l'énergie et les acquisitions dans l'eau et les transports.
Les Echos - 03/08/2006

DIVERS

Gestion en régie directe : le choc des cultures

Intervenant dans le secteur du spectacle vivant, le théâtre municipal est un service territorial à part. L'absence de filière spécifique empêche que tous les postes nécessaires soient occupés par des territoriaux. La Gazette des Communes - 07/08/2006

Conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie mécanique du vent

Arrêté du 10 juillet 2006. Ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie. JO du 26 juillet 2006. NOR : INDI0607865A
Le Moniteur - 04/08/2006

Conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie radiative du soleil

Arrêté du 10 juillet 2006 du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. JO du 26 juillet 2006 - NOR INDIO607865A
Le Moniteur - 04/08/2006

Certificats d'hérédité

QE de Sylvie Desmarescaux, JO du Sénat du 20 juillet 2006, p. 1965, n° 21667.
La Gazette des Communes - 28/08/2006

MARCHES PUBLICS

Le nouveau Code des marchés publics applicable au 1er septembre

Le décret réformant le Code des marchés publics a été publié au " Journal officiel " du 4 août. Comme attendu, il doit permettre de favoriser l'accès des PME aux marchés publics.

La Tribune - 07/08/2006

La France souhaite favoriser les PME

Le gouvernement se mobilise en faveur d'une renégociation des accords OMC, afin de pouvoir offrir aux PME un accès privilégié à la commande publique.

Le Moniteur - 04/08/2006

Le Code s'applique aux marchés publics de la Défense

Le régime dérogatoire prévu par le Code du 7 janvier 2004 relatif aux marchés publics passés pour les besoins de la Défense n'exclut pas l'application de toutes les dispositions du Code des marchés publics. Dès lors que ces dernières sont applicables, la présente espèce montre que le juge entend procéder à leur application dans les mêmes conditions que pour les marchés publics de "droit commun".

Le Moniteur - 04/08/2006

La légalité incertaine des nouveaux marchés de définition

Le Code 2006 maintient les marchés de définition. Ces marchés permettent à un pouvoir adjudicateur, qui ne parvient pas à définir lui-même ses besoins, de conclure un marché d'études avec plusieurs équipes en parallèle, et de retenir celle ayant présenté la meilleure étude

Le Moniteur - 04/08/2006

Quand maître d'ouvrage et entreprises se fixent des bonnes pratiques

La convention comporte 22 engagements du maître d'ouvrage

Le Moniteur - 28/08/2006

Amélioration de l'accès des PME aux marchés publics: renégociation de l'accord sur les marchés publics de l'OMC

L'encadrement juridique européen et international ne va permettre, dans le futur Code des marchés publics 2006, que de poser quelques mesures incitatives en faveur des PME. Pour véritablement prendre des mesures en faveur des PME, il faut une dérogation aux accords de l'Organisation Mondiale du Commerce. C'est le cas aux Etats-Unis du "Small Business Act", qui vise à favoriser directement l'accès des PME installées sur leur territoire aux marchés publics. Christine Lagarde, ministre déléguée au Commerce extérieur, a remis au Commissaire au Commerce, Péter Mandelson, ce mémorandum demandant à la Commission d'améliorer l'accès des PME aux marchés publics dans l'Union européenne. La ministre, soutenue par onze de ses homologues, demande à la Commission de négocier à l'OMC une clause permettant de mettre en œuvre ce type de mesures, comme l'ont déjà fait certains pays dont les Etats-Unis.

Le Moniteur - 04/08/2006

Le Code s'applique aux marchés publics de la Défense, sauf dérogation

Arrêt du 5 avril 2006 - n° 288441 - Conseil d'Etat - Ministère de La Défense

Le Moniteur - 04/08/2006

La flexibilité des commandes

L'une des principales nouveautés du Code réside dans la possibilité de pouvoir passer des accords-cadres. Parallèlement, les marchés à bons de commande et les marchés à tranches conditionnelles subsistent mais sont légèrement modifiés

Le Moniteur - 25/08/2006

Nouveau code : analyse des candidatures et des offres

Le nouveau Code des marchés publics est paru au Journal officiel du 4 août dernier, pour une entrée en vigueur fixée au 1er septembre. Sans prétendre à une analyse exhaustive de ces nouvelles dispositions, nous examinerons ici les changements intervenus au niveau de l'analyse des candidatures et des offres.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/08/2006

 **Nouveau code des marchés publics : Présentation générale**

Le nouveau code est applicable dès le 1^{er} septembre.

La Gazette des Communes - 28/08/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Le pôle Véhicule du futur atteint sa vitesse de croisière

Un an après sa naissance, le pôle automobile Alsace-Franche-Comté a labellisé 26 projets, dont 7 sont en cours de financement. L'arrivée du designer Sbarro pourrait lui donner un nouveau coup d'accélérateur.
Les Echos - 03/08/2006

Eurial et ses partenaires décrochent 20 millions d'aides publiques

Eurial, Célia, Laïta et Ingredia engagent un lourd investissement destiné à sécuriser la production laitière d'un millier d'agriculteurs. Le projet sera financé à 40 % sur fonds publics.
Les Echos - 02/08/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENVIRONNEMENT

Les Parisiens invités à réduire leur consommation d'eau

La capitale ne fait plus figure d'exception face à la sécheresse. Ses habitants, dont l'approvisionnement en eau n'est pas remis en cause, sont appelés à lutter contre le gaspillage.

Les Echos - 01/08/2006

Les déchets écument les mers

Les macro déchets tuent chaque année des milliers d'animaux, à la façon des tortues qui dévorent les sacs plastique qu'elles prennent pour des méduses.

Libération - 01/08/2006

Les eaux épurées d'Yvias irriguent des cultures énergétiques

Après traitement, les eaux irriguent des saules, qui serviront de combustibles.

La Lettre du Cadre Territorial - 07/08/2006

Assainissement des eaux usées

Tout raccordement d'eaux usées non domestiques au réseau public nécessite l'autorisation préalable des communes concernées

La Gazette des Communes - 07/08/2006

De nouveaux métiers prennent racine

La dimension écologique s'affirme comme une donnée fondamentale des politiques territoriales. Le secteur de l'environnement est générateur de nouveaux emplois.

La Gazette des Communes - 07/08/2006

La voie d'eau pour évacuer les poubelles

Pour améliorer le bilan environnemental du traitement des déchets, le relais des bennes par le transport fluvial est en place à Lille et bientôt à Chalon-sur-Saône.

Le Moniteur - 25/08/2006

Suez Environnement fait les yeux doux à Shanghai

Le leader mondial des services à l'environnement installe un laboratoire de pointe à Shanghai et se prépare à une bataille serrée pour acquérir un quart des eaux de la ville.

L'Usine Nouvelle - 31/08/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

Doctrine de la Cour de discipline budgétaire : violation du droit budgétaire

La réforme réglementaire réalisée en juin 2005 ainsi que les réformes internes destinées à améliorer son fonctionnement permettront à la Cour de mieux prendre en charge les fonctions qui lui ont été assignées par le législateur. Ces réformes se poursuivront et s'intensifieront en 2006.

Les Annonces de la Seine - 07/08/2006

CONTROLE PUBLIC



La réunification du régime du contrôle budgétaire des collectivités locales

Le Conseil d'Etat vient de préciser la portée de la tutelle étatique en matière de dépenses obligatoires des collectivités locales. Pour faire respecter l'autorité de chose jugée, le préfet a ainsi " la possibilité de procéder à la vente de biens appartenant à la collectivité ". Mais, s'il " s'abstient ou néglige " de faire usage de ses pouvoirs, la responsabilité de l'Etat est maintenant duale : le créancier de la collectivité " est en droit de se retourner contre l'Etat ", soit lorsque l'abstention de son représentant est gravement illégale et constitutive de faute lourde, soit parce que, même légale, elle a engendré un préjudice " anormal et spécial ".
La Revue du Trésor - 09/08/2006

MONDE, EUROPE

PATRIMOINE

La meilleure maîtrise par l'Etat de son patrimoine immobilier

Le système de caisse appliqué jusqu'à présent pour la comptabilité de l'Etat était fondé sur les dispositions de l'ordonnance de 1959 (l'article 16 prévoit en effet la comptabilisation des dépenses au moment du visa du comptable et des recettes au moment de l'encaissement) et le décret de 1962 (inspiré du PCC). Il avait pour vocation principale de contrôler les flux et le périmètre des opérations déterminé par le contenu du budget. Un bilan, un compte de résultat et même, depuis quelques années, un début d'annexé étaient reconstruits dans une logique d'exercice à partir des informations sur les flux.

Revue Française de Comptabilité - 01/08/2006

Codification et réforme du droit des propriétés publiques

Adoptée sur le fondement de la loi d'habilitation du 2 juillet 2003 portant simplification du droit \ l'ordonnance du 21 avril 2006 instaure un nouveau code : la partie législative du Code général de la propriété des personnes publiques et abroge en même temps le Code du domaine de l'État. Issue d'une longue gestation, l'élaboration de cette ordonnance fait suite au rapport rendu par le Conseil d'État en 1986 sur l'avenir du droit des propriétés publiques 3.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/08/2006

Les autorisations d'occupation constitutives de droits réels

L'ordonnance du 21 avril 2006 remet de l'ordre dans la réglementation relative au domaine public. Elle réglemente notamment la délivrance par les collectivités locales d'autorisations d'occupation temporaire sur de longues durées.

La Gazette des Communes - 28/08/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Le Conseil constitutionnel conclut à l'incompatibilité des mandats parlementaires de deux députés et quatre sénateurs

Le Conseil constitutionnel a conclu, le 20 juillet dernier, à l'incompatibilité des mandats parlementaires de MM. Jacques Pelissard, Jean Gaubert, Xavier Pintat, Michel Charasse, avec leurs fonctions de coprésidents et membres du conseil d'administration de l'association Service Public 2000

Bulletin Quotidien - 09/08/2006

COMPTES DE CAMPAGNE